

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 42 (1897)
Heft: 10

Nachruf: Le général Bourbaki
Autor: Secretan, E.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

XIII^e Année.

N° 10.

Octobre 1897.

Le Général Bourbaki.

La brillante carrière du valeureux commandant de la garde de Napoléon III vient d'être contée par le menu dans tous les journaux de France et d'Europe. Je ne pourrais rien ajouter.

Mais cette belle vie de soldat, si tristement terminée dans l'isolement volontaire et l'abandon, peut servir mieux qu'aucune autre à caractériser les fondamentales erreurs dans lesquelles le haut état-major de l'armée française était tombé avant 1870, et que la France a si cruellement expiées.

Certes, Bourbaki était un guerrier. L'armée impériale n'en avait pas de plus brave ni de plus sympathique. La figure de ce vaillant restera comme l'incarnation la plus populaire de l'officier français sous le second Empire. Il avait conquis son avancement à la pointe de l'épée et payé chacun de ses grades d'une blessure. C'était un amoureux du champ de bataille ; le danger exaltait son courage. Par son entrain, son inaltérable gaité, son énergie, sa folle bravoure à la tête des colonnes d'attaque, sa crânerie sous les balles, son « chic exquis », il s'était fait adorer de ses troupes et admirer de tous. Avec cela, brillant cavalier, au bal comme au manège, portant l'uniforme avec une incomparable élégance, aimable, bon, généreux, désintéressé, un type accompli de beau et de brave officier.

Quand la guerre de 1870 éclata et que Bourbaki quitta Paris avec la garde impériale, il était entouré d'une auréole éblouissante de gloire et de popularité. Il semblait que jamais la fortune n'oseraît abandonner son fanion et que Bourbaki et Victoire fussent deux synonymes.

La guerre franco-allemande a fourni à ce général deux occasions exceptionnelles de faire passer son nom à la postérité dans un rayonnement d'apothéose : la première, le 18 août 1870, à Gravelotte ; la deuxième, le 16 janvier 1871, à Chenebier.

Si, dans l'après-midi du 18 août, il eût marché de Plappeville sur Roncourt, à la tête de la garde impériale, dans quelque offensive épique contre les Saxons attaquant St-Privat ; si,

dans la matinée du 16 janvier, il eût mené la réserve générale de l'armée de l'Est contre Chenebier pour s'ouvrir la route de Belfort, d'ailleurs mal défendue, il n'eût peut-être pas sauvé la France, mais son souvenir fût resté comme celui d'un grand et vigoureux chef d'armée.

Bourbaki, comme la plupart des généraux de l'armée impériale, ses camarades et ses amis, a porté la peine de l'éducation militaire qu'il avait reçue en Afrique. C'est là qu'il avait fait ses premières armes, dans ces expéditions aventureuses, ces razzias, ces marches de nuit, ces surprises, ces embuscades, accompagnées parfois de combats sérieux, mais qui, forcément entreprises avec de petites colonnes, étaient, à proprement parler, de la petite guerre, en dépit de la valeur déployée et des conceptions ingénieuses du commandement. Le général Trochu ne constate-t-il pas dans ses mémoires que les plus réputés des généraux algériens n'avaient jamais commandé, réunis pour le combat, que des détachements qui auraient à peine aujourd'hui des colonels pour chefs ?

Par un funeste mirage et avec la complicité de l'opinion publique qui exaltait outre mesure ces faits d'armes et leur portée, on en était venu en France à se figurer que les procédés qui avaient suffi pour maîtriser les révoltes arabes suffiraient aussi pour les grandes opérations sur les champs de bataille de l'Europe.

La guerre de Crimée, guerre de siège et de tranchées, où la valeur personnelle des sous-ordres joue un si grand rôle, et la campagne du Mexique n'avaient fait que confirmer l'armée française et ses chefs dans cette périlleuse illusion. Il semble que la guerre d'Italie, entreprise sans préparation, si décousue, si hautement révélatrice des tâtonnements, des hésitations et des lacunes du haut commandement, avortée en fait puisqu'on avait dû signer la paix à Villafranca alors qu'on avait pris l'engagement solennel de ne s'arrêter qu'à Venise, aurait dû dessiller les yeux des plus aveugles. Mais non. On s'ingénia à masquer les défectuosités et les vices organiques dont la campagne avait révélé l'existence dans les états-majors et dans la conduite supérieure des troupes ; on s'appliqua à exalter au delà de toute mesure la bravoure incontestable des régiments qui, généreusement, avaient versé leur sang à Magenta et à Solferino et on proclama que l'armée française du troisième Napoléon était la digne héritière des légions de Montenotte,

d'Iéna et d'Austerlitz. La guerre de 1866 ne profita pas davantage à l'armée française. Elle était riche d'enseignements pourtant. Par la vigueur et la rapidité foudroyante de ses coups, l'armée prussienne avait montré qu'à elle étaient échues les leçons de la stratégie napoléonniene et qu'elle savait mouvoir et concentrer avec sûreté, avec précision, avec vitesse les grandes armées nationales des temps modernes. Après Sadowa comme avant, on se figura en France que rien ne pouvait résister à un régiment de zouaves chargeant à la baïonnette et on continua à négliger systématiquement l'art de la grande guerre, la science de l'état-major, et cette unité de doctrine qui fait que dans une armée d'un million d'hommes tous pensent et agissent, sinon mécaniquement de même façon, du moins avec la commune volonté de faire converger tous les efforts sur un même but.

* * *

On a beaucoup reproché au général Bourbaki son attitude passive dans la terrible journée de Gravelotte. Etabli en réserve, à Plappeville, avec le corps de la garde, il y était demeuré inactif, pendant qu'à huit kilomètres de là le maréchal Canrobert se faisait écraser dans Saint-Privat. Le général Bourbaki était informé de ce qui se passait. Il savait que l'aile gauche ennemie s'étendait toujours plus loin au nord, que le corps d'armée saxon, débordant l'aile droite française, débouchait d'Auboué et de Montois-la-Montagne sur Roncourt ; que le maréchal Canrobert, fortement entrepris sur son front et sur son aile extérieure par l'attaque furieuse de la garde royale prussienne, avait dû concentrer ses forces à Saint-Privat et dégarnir Roncourt ; qu'à moins d'un secours immédiat, l'aile droite de l'armée française serait enveloppée, peut-être prise à revers. Les aides de camp du maréchal Canrobert et du général de Ladmirault avaient avisé le commandant en chef du péril imminent. A trois heures de l'après-midi, Bazaine avait donné l'ordre à la division des grenadiers de la garde, général Picard, et à la réserve d'artillerie de se rendre à l'aile droite. Le général Picard s'était mis en route, mais s'était fourvoyé dans les bois et n'entra en ligne que trop tard, quand le maréchal Canrobert, après une héroïque résistance, était accablé déjà et rejeté dans le bois de Saulny. Les deux brigades de voltigeurs de la garde, en réserve à Châtel-Saint-Germain et

au col de Lessy, où elles n'étaient pas nécessaires, demeurèrent immobiles jusqu'à la fin de la journée et ne prirent aucune part à la bataille qui décida du sort de l'armée du Rhin.

Interrogé sur son inaction par le conseil de guerre qui jugea Bazaine, le général Bourbaki répondit qu'il n'avait pas reçu d'ordre et sa réponse fut admise comme valable. Ce fait seul montre bien à quel étrange degré de méconnaissance des conditions de la bataille le haut commandement était tombé. On a peine à se figurer le général Bourbaki à Plappeville, assistant impassible à l'écrasement du corps de Canrobert, alors qu'en deux heures de temps il pouvait rassembler ses troupes fraîches et les opposer aux Saxons entrant fatigués dans la bataille, à sept heures du soir, après une marche forcée de quinze heures. Il ne semble même pas, à lire les récits de cette sanglante journée, que le commandant de la garde impériale se soit sérieusement enquis de la situation par lui-même. Un temps de galop eût suffi pour le transporter en pleine fournaise et le renseigner exactement sur l'extrême péril dans lequel se trouvait l'armée.

Qu'on compare cette manière de comprendre la bataille et les devoirs qu'elle impose aux généraux commandant les divisions et les corps d'armée avec la conception allemande de ces mêmes devoirs, et on aura l'explication des revers qui ont accablé la France en août 1870. D'une part, des officiers braves, intelligents, désireux de servir utilement leur pays, prêts à se faire tuer pour l'honneur du drapeau, mais ayant perdu jusqu'aux notions élémentaires de ce qui fait la cohésion et l'unité d'action des armées, cantonnés strictement dans leurs fonctions et dans leurs commandement, craignant les responsabilités et invoquant l'absence d'ordres pour justifier leur inaction dans le combat; de l'autre, des troupes où, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, l'initiative est pratiquée comme une des principales vertus du soldat et où l'obligation de l'assurance réciproque, la solidarité des armes et la convergence de tous les efforts sur le point où le danger menace sont enseignés comme les dogmes fondamentaux de l'art militaire. Car on peut bien généraliser ici. Les exemples qui illustrent ces deux états d'esprit, ces deux tendances, ces deux éducations sont nombreux dans la guerre franco-allemande. Le fait du général Bourkaki à Plappeville n'est point isolé.

L'initiative et la spontanéité prendront toujours plus d'im-

portance à mesure que les effectifs des armées iront grandissant. Comment le général en chef peut-il donner des ordres lorsqu'il ne sait même pas ce qui se passe sur le champ de bataille ? Et il l'ignorera souvent lorsque les armées en présence occuperont de tels espaces et de tels fronts qu'il ne sera possible au commandant en chef ni de les fouiller du regard ou de la lunette, ni de les parcourir en temps utile, de façon à être partout à la fois au risque de n'être trouvé nulle part.

Lorsque la formation des armées nationales à effectifs puissants eut nécessité le fractionnement en divisions et en corps d'armée, pour qu'elles fussent articulées et maniables, ces divisions et ces corps d'armée ont été constitués et dotés de telle sorte qu'ils pussent suffire par leurs propres ressources à toutes les situations tactiques. Mais on n'a point voulu par là briser l'unité du commandement ni l'unité d'action du tout. Il appartient à l'état-major du commandant en chef de diriger ces unités supérieures de façon à ce que leurs mouvements concordent et convergent, mais il appartient aussi à leurs commandants de suppléer à l'absence d'ordres par leur initiative et leur appréciation des situations stratégiques. Ainsi seulement un fractionnement destiné à donner à la ligne de bataille plus de mobilité et de souplesse ne compromettra pas la force d'impulsion, la cohésion et la solidité de l'ensemble.

Ces règles primordiales de toute énergique action de guerre étaient tombées en oubli dans le grand état-major français. Et voilà pourquoi des officiers supérieurs aussi accomplis à tant d'égards que Bourbaki ont si mal résisté aux masses allemandes, qui toutes réglaient leur marche et leurs mouvements sur des principes identiques et, connaissant le but final des opérations, y concourraient par les voies qui leur paraissaient les plus rapides et les plus efficaces, même en l'absence d'ordres précis.

Cette disposition d'esprit des officiers généraux français de n'agir que sur ordre et de se tenir toujours strictement à la lettre de l'ordre avait tout naturellement pour corrélatif chez les commandants en chef la coutume de rédiger leurs ordres d'armée de façon à guider et à lier jusque dans le moindre détail les généraux, chefs des divisions et des corps d'armée. Cette pratique fâcheuse eut des conséquences funestes dans une autre circonstance capitale de la carrière du général Bourbaki.

Lorsque, le 14 janvier 1871, il rédigea l'ordre de mouvement qui devait mener le lendemain les 130 000 hommes de l'armée de l'Est à l'attaque des positions de la Lissaine, il eut bien soin d'indiquer très exactement à ses corps d'armée, non seulement leur objectif de marche, ce qui était nécessaire, mais aussi la route qu'ils devaient suivre, ce qui était dangereux. Les positions ennemis n'avaient pas été reconnues. On ignorait en quel lieu l'ennemi avait concentré ses forces principales et où était le point faible et le point fort de la défense. On ignorait surtout jusqu'où s'étendait la ligne ennemie vers le nord. Cependant, on prétendait envelopper et déborder l'aile droite du général de Werder, ce qui était au reste une proposition parfaitement juste, au double point de vue tactique et stratégique, et commandée en outre par le terrain. Les troupes chargées de ce mouvement enveloppant étaient le XVIII^e corps, du général Billot et la division indépendante du général Cremer.

En l'absence de tout renseignement précis sur le point exact où l'aile droite allemande s'appuyait, le quartier général eût dû tout naturellement laisser aux généraux responsables du mouvement enveloppant le soin de choisir leur route. Il suffisait de leur dire ce qu'on entendait qu'ils fissent et ce qu'on attendait d'eux. On voulut tout régler. L'ordre de mouvement prescrivit aux généraux Billot et Cremer, non seulement l'heure du départ et de l'arrivée sur la Lissaine et le but final de leur marche, mais encore d'une manière très minutieuse et jusqu'à un kilomètre près, l'itinéraire à suivre. Encore si ces prescriptions détaillées eussent correspondu au but qu'on se proposait d'atteindre, mais non. Les itinéraires ordonnés causèrent d'abord un fâcheux croisement de colonnes qui retarda considérablement la marche de toute l'aile gauche, puis ils acheminèrent Billot et Cremer, non pas sur l'extrême aile droite allemande, mais sur le centre ennemi, contre la forte position du Mont Vaudois, formidablement armée de canons de position. Si on eût laissé aux généraux Billot et Cremer la liberté de leurs mouvements, ils se fussent vraisemblablement entendus pour marcher, non pas sur Chagey et Argiésans, mais sur Chenebier et Frahier, où ils auraient trouvé la route de Belfort ouverte, défendue seulement par deux bataillons et une batterie et la cavalerie du colonel de Willisen, une force incapable de résister aux 40 000 hommes et aux cent vingt canons que les deux généraux français pouvaient amener simul-

tanément en ligne. Et l'obsession de l'ordre primitif fut si persistante, l'esprit d'initiative et la libre appréciation des situations tactiques étaient si peu en honneur alors dans l'armée française, que les généraux Billot et Cremer, encore qu'ils fussent parmi les moins contaminés par la routine et des plus entreprenants, n'osèrent pas s'en affranchir. Quant au quartier-général, il ne s'avisa pas de le modifier, encore que dès la fin de la première journée il fût fixé sur l'étendue des positions ennemis. Dans la soirée du 15 janvier, le général Billot avait informé son chef qu'il se butait à une position imprenable par une attaque frontale et qu'il fallait nécessairement tourner par la gauche si on voulait aboutir. Il avait déjà ordonné à la division Penhoat, en station à Beverne, de se porter plus au nord, à Etobon, de façon à opérer le lendemain, avec Cremer, contre Chenebier. Si alors le général Bourbaki eût dirigé aussi sur ce point la réserve générale, intacte, composée des plus solides troupes de l'armée, quitte à en reconstituer une autre au moyen de quelques régiments de l'aile droite installée sur des positions solides, il eût concentré dès les premières heures du 16 janvier, contre Chenebier encore dégarni, plus de 40 000 hommes. Sous les ordres du général Bourbaki, c'était plus qu'il n'en fallait pour écraser les trois bataillons et les trois batteries du général de Degenfeld avant l'arrivée de tout renfort et pour gagner par Frahier la route de Belfort et les derrières de l'armée de Werder. Mais la réserve générale de l'armée de l'Est resta inactive sur la Lorraine, comme la garde impériale était restée inactive à Plappeville.

Voyons maintenant ce même général Bourbaki quelques jours auparavant, dans cette même campagne, sur le champ de bataille de Villersexel. Au centre de la ligne française, débouchant des Grands Bois, le XX^e corps se déploie contre Villersexel et Villers-la-Ville dont la lisière est occupée par l'artillerie et l'infanterie ennemis. Il est trois heures de l'après-midi et la nuit va venir. Les projectiles de l'artillerie allemande pleuvent dans les rangs français. L'assaillant semble indécis. Alors, devant cette masse d'hommes qui hésitent sous l'ouragan de fer et de plomb, Bourbaki retrouve toute sa vigueur et son entraînante bravoure. Il se souvient du temps de sa jeunesse quand, au Sétif, à la bataille de l'Alma, à Malakoff, il montait à l'assaut à la tête des colonnes, une badine à la main.

« Il ne sera pas dit que l'infanterie française ne sache plus charger ! » s'écrie le général, et enlevant les troupes dans un irrésistible effort, il les jette sur l'ennemi. « Le général en chef a été magnifique de vigueur, d'entrain et d'élan », disait M. de Serres dans la dépêche à M. de Freycinet annonçant au ministère de la guerre le succès de la journée. — « Bourbaki est un Bayard », écrivait le général de Saint-Arnaud à l'empereur, le soir de la victoire de l'Alma.

* * *

Avec toute sa bravoure, son énergie, ses coups de volonté impétueux, le général Bourbaki était cependant de ces tempéraments que l'infortune abat. Sa vie heureuse l'avait peu ou point familiarisé avec l'adversité. Nul n'avait plus que lui été atteint dans tout son être par les malheurs de la France. Adjudant de l'empereur, commandant de la garde impériale, familier des Tuileries, ami personnel et intime de l'impératrice, il avait vu tout le faste du second Empire et en avait partagé toutes les pompes. Il croyait à la solidité de ce splendide appareil. Les désastres de l'armée capitulant à Séダン et à Metz, l'effondrement si rapide d'un régime auquel il était dévoué corps et âme, la captivité de son maître, l'exil de l'impératrice, les malheurs de la France, et la conscience que, dans cette effroyable catastrophe, l'opinion publique le désignait comme un des coupables et lui avait retiré sa confiance, l'avaient profondément ébranlé. Il avait perdu la foi.

L'effort même du gouvernement de la Défense nationale pour sauver l'honneur du drapeau lui paraissait inutile et ne pouvait à ses yeux avoir d'autre effet que d'exaspérer toujours plus l'ennemi. Il avait accepté le commandement de l'armée de l'Est par devoir patriotique, mais sans ardeur, sans aucune espérance de succès. Il n'avait eu jusque-là que des régiments d'élite à commander, l'infanterie légère d'Afrique, les zouaves, la garde impériale. Les jeunes soldats de Gambetta ne lui inspiraient que peu de confiance. « Dans l'état désespéré de résistance où se trouve la France, écrivait-il le 25 octobre 1870, à son ami l'amiral Fourichon, qui lui offrait un commandement, j'essaierai avec courage et dévouement tout ce qu'on m'ordonnera de faire, mais si, au lieu d'être un agent de combat, j'étais un agent de pensée, je voterais pour un armistice et pour la paix. C'est peut-être un défaut d'éducation, mais

autant j'ai confiance dans les soldats qui ont le respect et la crainte de leur chef, l'amour de leur drapeau, autant je me défie des ramassis d'hommes qui, sans discipline, sans connaissance de leurs officiers, doivent combattre en rase campagne. » Et à Gambetta qui, à la mi-décembre, lui proposait de passer la Loire pour gagner Montargis, il avait répondu par ces mots découragés : « Il n'y a en France que vous qui croyez la résistance possible; actuellement cette résistance est plus nuisible qu'utile. »

Résolu à suivre partout le drapeau et à s'acquitter de son devoir de soldat jusqu'à la dernière extrémité, Bourbaki s'était mis en route pour le débloquement de Belfort, mais il ne possédait plus cette assurance, cette volonté tenace, cette énergie indomptée qui font qu'un chef d'armée marche de l'avant et donne par son attitude aux troupes sous ses ordres l'élan qui force la victoire. D'ailleurs, il se sentait entouré d'une atmosphère de suspicions et de méfiance qui paralysait le peu d'entrain dont il disposait encore. N'avait-il pas à côté de lui, en M. de Serres, un commissaire civil, délégué à son état-major par M. de Freycinet pour suppléer à ce que celui-ci appelait la « radicale insuffisance » du général en chef? M. de Serres n'avait-il pas en poche le décret de révocation du général, signé du ministre et auquel il ne manquait que la date pour être définitif? Et le cabinet n'avait-il pas la prétention de connaître chaque soir les ordres du général pour le lendemain, afin de pouvoir au besoin les corriger, les compléter ou les anéantir, au gré de ses appréciations? Comment un général ainsi entravé pouvait-il librement marcher, agir et combattre? « Le plus malheureux des généraux, a dit le maréchal de Moltke en parlant de l'état-major autrichien, en 1859, est celui qui a au-dessus de lui un personnage qui le contrôle, auquel chaque jour, chaque heure, il doit rendre compte de ses projets, de ses plans, de ses intentions; s'il a présent au quartier général un délégué du souverain ou sur ses derrières un fil télégraphique, alors c'est la mort de toute indépendance, de toute décision prompte, de toute résolution audacieuse, sans lesquelles la guerre n'est pas possible. »

Tout homme de cœur plaindra le général Bourbaki d'avoir dû sacrifier sa personne et sa réputation militaire dans une opération aussi risquée que la campagne de l'Est. Il l'a fait sans arrière-pensée, parce qu'il estimait devoir tout à la France

envahie, mais ce fut pour lui une douloureuse épreuve. « J'avoue que le labeur que vous m'infligez est au-dessus de mes forces et que vous feriez bien de me remplacer par Billot ou Clinchant », mandait-il, le 25 janvier, de Besançon, à M. de Freycinet. Le lendemain, dans une conversation avec le général Billot, il offrait le commandement à son jeune camarade et, quelques heures après, il tentait de se brûler la cervelle.

Lorsque j'ai raconté les malheurs de l'armée de l'Est, j'ai demandé au général Bourbaki de bien vouloir m'écrire quelques mots que je pusse publier en tête de mon volume. Il s'y prêta avec une grande amabilité et m'écrivit une lettre dont je demande de pouvoir rappeler les dernières lignes, parce qu'elles résument toute la triste fin de cette noble vie :

« Si tous les avantages sont du même côté, et aucun de l'autre, il est clair que le général qui accepte de commander une armée de *nouvelle levée* dans de si tristes conditions sait qu'il marche à une défaite certaine, plus ou moins tôt, mais certaine. Si la Patrie est aux abois, qu'il ne puisse faire prévaloir son avis pour un armistice ou pour une paix devenue nécessaire, il doit dans certains cas exceptionnels accepter avec abnégation la triste mission qui lui est confiée. Dans ces cas extrêmes, le patriotisme vous porte à vouloir prendre sa part des douleurs et des malheurs immérités de son cher Pays. »

Ed. SECRETAN.

La remonte de la cavalerie en Suisse.

(SUITE.)

DE L'INTRODUCTION DU PUR-SANG.

Vent en poupe, l'amélioration se continue dès lors par l'achat des demi-sang anglo-normands, mais la remonte reste à peu près au même chiffre, comme nous le verrons plus bas. C'est alors qu'en 1890 une conférence convoquée le 15 janvier par le Département fédéral de l'agriculture décide à l'unanimité l'introduction du pur-sang pour arriver au cheval de cavalerie tant désiré.

M. le colonel Vigier y dit, entr'autre : « L'amélioration de notre race chevaline nous a fourni le bon cheval de trait d'artillerie, mais pas encore le cheval de cavalerie. »